

LE TEMPS

[Retour](#)

OPINIONS : La faille numérique est-elle soluble dans l'argent?

Date de parution: Jeudi 14 avril 2005

Auteur: Bruno Lanvin, Conseiller principal de la Banque mondiale à Genève pour les e-stratégies

Le fossé Nord-Sud n'est pas seulement matériel et financier. Il est aussi politique et culturel. En voici l'abécédaire.

Au large de Dakar, cinquante mille pêcheurs artisans utilisent chaque jour dix mille pirogues pour braver la barre qui les sépare du large et rapporter au port le poisson dont la vente assurera leur survie et celle de leurs familles. Il y a quelques années, une association locale avait fourni à plusieurs milliers d'entre eux, sous l'égide du «projet Manobi», des téléphones cellulaires: par SMS, ils communiquaient avec le port, et entre eux, se renseignaient sur les cours à la criée, les prises des autres bateaux, la présence de bancs poissonneux, voire de courants. Il en était résulté une hausse de leurs revenus, et une amélioration de l'exploitation de la ressource halieutique. Rapidement, les pêcheurs de Manobi ont identifié une nouvelle utilisation possible de la technologie que le projet avait placée entre leurs mains: pourquoi ne pas en faire un instrument de prévention des catastrophes marines, et un outil de sécurité et de secours mutuel? Aujourd'hui, la combinaison du GSM et du GPS a rendu ce rêve possible, et le «système Manobi» est en train de s'exporter auprès d'autres communautés de pêcheurs, en Afrique de l'Ouest et au-delà.

Que déduire de ce projet africain quant aux objectifs du Sommet mondial de la société de l'information (SMSI), qui, entamé à Genève en décembre 2003, se terminera à Tunis en novembre prochain? Alors que Genève accueille désormais le siège du Fonds de solidarité numérique (FSN), imaginé et voulu par le président Abdoulaye Wade du Sénégal, somme-nous en mesure d'espérer que des fonds nouveaux et des ressources jusqu'alors insoupçonnées vont désormais confluer pour combler cette «faille numérique» dont on nous dit qu'elle risque de séparer un peu plus (et irrémédiablement) les riches des pauvres?

L'exemple de Manobi souligne que, face à ce défi, les ressources financières sont certes nécessaires, mais ni forcément gigantesques (moins de 100 000 euros ont été collectés pour lancer le projet), ni en tout cas suffisantes, quel que soit leur montant. La constatation n'est ni nouvelle ni inattendue. Toutefois, une expérience de presque vingt ans d'expérimentation et de débats sur les meilleures façons de mettre les technologies de l'information au service du développement souligne l'importance de quatre principes de base (ou conditions nécessaires) pour que ce combat ait une chance d'être gagné. Ils constituent l'ABCD de la lutte contre la faille numérique.

A, comme accès: l'accessibilité physique bien entendu sans lignes – fixes ou mobiles. Sans connectivité, sans capacité de recevoir et de fournir de l'information, la société de l'information restera au mieux un vœu pieux, au pire une escroquerie intellectuelle; ceci s'applique avant tout aux zones peu peuplées, notamment en milieu rural et dans les régions pauvres. Mais aussi accès économique: il est sans doute tentant, dans un environnement de marché, d'identifier des consommateurs peu nombreux et capables de payer des prix élevés (par exemple quelques filiales d'entreprises multinationales peuvent fournir le trafic nécessaire pour justifier la construction d'une ligne dédiée vers telle ou telle grande ville du Sud). Combattre la faille numérique, néanmoins, consiste avant tout à donner aux plus pauvres la capacité d'utiliser les technologies de l'information pour réduire l'écart qui les sépare des plus riches, obtenir un emploi rémunéré justement, et vivre dans la dignité. De ce point de vue, aucun outil ne doit être négligé: mise en commun des ressources rares (partage des équipements – télécabines, points d'accès communautaires, etc.); utilisation des technologies les plus simples telles que radio, télévision; mise en concurrence du plus de fournisseurs potentiels possible car les pays où les prix des communications restent hors de portée des plus pauvres sont ceux où les monopoles, publics ou privés, continuent de dominer.

B, comme base humaine: la faille numérique est moins une question de technologie que d'hommes et de femmes capables de les utiliser pour leur donner un sens. A l'heure actuelle, les technologies de l'information sont des technologies du Nord riche et une partie de l'opinion publique soupçonne que tout ce bla-bla sur la faille numérique et la nécessité de «connecter le Sud» vise à ouvrir des marchés. Or, ce quasi-monopole du Nord est loin d'être irréversible. La Chine, l'Inde, le Brésil sont déjà des poids lourds dont la présence ira en s'affirmant sur les marchés mondiaux de l'information. Les infrastructures et équipements de communication deviennent des marchandises comme les autres, ce qui signifie que les fournisseurs (équipementiers, opérateurs, vendeurs de logiciels) font désormais leur bénéfice sur les services avancés, de plus en plus personnalisés: les grands marchés indifférenciés se dissolvent en une multiplicité de niches de plus en plus étroites, et souvent éphémères, où s'engouffrent de nouveaux compétiteurs, plus agiles, plus rapides et plus

imaginatifs. Cette mondialisation segmentée pourrait bien sourire à quelques jeunes entrepreneurs dynamiques du tiers monde, capables de tailler des croupières aux multinationales empesées de la génération précédente.

Enfin, les cycles de production, de rentabilisation et d'obsolescence des technologies de l'information étant de plus en plus courts, il n'est plus possible de se former à une technologie particulière (comme un ingénieur sidérurgiste pouvait au siècle dernier se spécialiser en «Bessmer» ou en «Martin»). La maîtrise des technologies de l'information exige aujourd'hui des individus suffisamment non spécialisés pour s'adapter très rapidement aux évolutions inévitables en ce domaine. Adapter plus qu'inventer est souvent la clé du succès. Qui mieux que les chercheurs, les ingénieurs et les utilisateurs des pays en développement peut aujourd'hui adapter les équipements, les logiciels et les applications de la société de l'information aux besoins de leurs pays? Déjà, des logiciels «améliorés» commencent à sortir des cerveaux et des disques durs du Sud. Les logiciels libres y contribuent.

Pour que se constitue cette nécessaire «base humaine», il faut que la formation de base dans les domaines de l'information fasse partie de la base éducative au même titre que savoir lire et compter. L'autre impératif est de mettre à disposition des générations actuelles et à venir un véritable outil de formation continue qui leur permettra de rester au fait des techniques et des procédés les plus adaptés à leurs besoins économiques, sociaux et culturels.

C, comme contenus: Ce sont les contenus qui donnent un sens et une valeur aux réseaux, aux équipements et aux services d'information. Ce sont eux qui détermineront, au bout du compte, qui tirera les ficelles (et les bénéfices) de la société de l'information. Si aujourd'hui, les flux d'information sont si déséquilibrés en faveur du Nord, c'est que les ressources de valeur sont aujourd'hui pratiquement l'apanage des pays développés. La réduction de la faille numérique passe donc par un rééquilibrage des contenus en faveur du Sud. Ceci ne se fera pas de façon autoritaire en limitant les flux Nord-Sud mais en contribuant à stimuler la créativité et la pertinence – ou l'impertinence! – des contenus dans les pays du Sud. La diversité culturelle en sera l'un des outils les plus performants.

D, comme désir: La révolution de l'information restera une péripétie si elle est subie. Au contraire, si elle est utilisée pour remettre en question les ordres établis, les modes de pensée surannés, et proposer de nouvelles options et des alternatives innovantes aux diverses «pensées uniques» et aux intégrismes de tous bords, elle peut nous aider à changer le cours des choses. Le désir de réformer, de changer, et d'améliorer reste la meilleure chance de la lutte contre la faille numérique. Dans cet effort, les réseaux ouverts, comme sait l'être l'Internet, sont la meilleure chance qu'aient eue depuis longtemps ceux que l'ordre ancien relègue encore à la marge de ses choix et de ses décisions. En matière d'information, peu de choix sont purement technologiques. Toutes les décisions prises ont une portée sociale. Elles tireront donc leur légitimité (et leur viabilité) de notre capacité d'y impliquer la société civile dans son ensemble.

La faille numérique n'est pas soluble dans l'argent. Pour la réduire et faire de la révolution de l'information une nouvelle chance pour le développement, des ressources considérables seront nécessaires mais pas uniquement financières: sans diversité, sans volonté, sans désir et sans ambition, la société de l'information restera une chimère, coincée entre les pages d'un plan d'action ou d'une déclaration.

En 2003, à Genève, le vent a parfois semblé souffler dans la bonne direction. Et si, à Tunis, le zéphyr se gonflait en sirocco? Les pêcheurs de Manobi, eux, sont prêts.

© Le Temps. Droits de reproduction et de diffusion réservés. www.letemps.ch